

DE NOUVEAU, SE DRESSER CONTRE L'ANTISÉMITISME

Nous étions nombreux de Chenôve à répondre à l'appel contre l'antisémitisme par quatorze partis politiques.

Nous étions nombreux à la commémoration de l'exécution de Lucien Dupont, résistant, par les Nazis le 26 février 1943.

Nous étions nombreux à reprendre le cri d'indignation de Thierry FALCONNET contre l'apparition d'affiches du Bloc Identitaire, raciste, d'inspiration fasciste, nazie.

Les actes et les agressions antisémites récentes suscitent émoi et inquiétude. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale on tue des juifs en Europe parce que juifs. Récemment croix gammées sur les portraits de Simone VEIL, arbres à la mémoire d'Ilan Halimi vandalisés, tag « Juden » sur la vitrine d'un restaurant. A l'est, en Allemagne où des néonazis siègent au Bundestag, des écoles juives et des jardins d'enfants doivent être gardés par la police !

Le mal s'est répandu au point qu'il a même gagné les rangs de la gauche euro-péenne. Le parti travailliste anglais a dû le condamner publiquement. Et la gauche française n'est pas épargnée non plus. Chez certains jeunes influencés par l'extrême droite identitaire comme chez d'autres qui dévoient la solidarité envers les Palestiniens en une haine anti-israélienne, la haine des juifs l'emporte et cimente la pire des idéologies qui ferait passer l'antisémitisme pour une lutte des classes et qui prospère toujours là où l'armature et le lien social se fissurent.

Les croix gammées tracées sur la devanture du local du PCF à Vienne rappellent que la gauche française s'est aussi constituée dans la défense d'Alfred DREYFUS, notamment derrière Jean Jaurès. fort heureusement, l'initiative de manifestations partout en France, montre que la gauche peut et doit reprendre la tête du combat contre l'antisémitisme.

Mais attention, danger. Il y a des formes d'intimidation idéologique qui ne disent pas leur nom. Comme tenter de taxer le mouvement des gilets jaunes d'antisémitisme et d'assimiler toute critique de la politique du gouvernement d'Israël à de l'antisémitisme. On peut s'élever contre les insultes inacceptables contre Alain FINKIELKRAUT et être depuis toujours critique de ses positions identitaires. On peut s'élever contre les violences et soutenir les gilets jaunes. On peut s'inquiéter de la répression policière et être attaché à l'ordre républicain.

On sera poursuivi pour délit d'opinion et sédition si jamais toute critique du sionisme devient un délit comme le voudraient les députés LREM. La République n'a rien à gagner à la résurrection du délit d'opinion.

Martino AMODEO, Président
Joëlle BOILEAU, et Anne-Marie PIGERON

groupe des élus communistes et républicains